



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CÔTES-D'ARMOR

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°22-2020-143

PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2020

Sommaire

Préfecture des Côtes d'Armor / CABINET DU PREFET

22-2020-09-14-001 - arrêté prorogeant l'obligation de port du masque lors des rassemblements de plus de dix personnes, des marchés non couverts, des brocantes et des vide-greniers (3 pages)

Page 3

Préfecture des Côtes d'Armor / Sous-préfecture de Lannion

22-2020-09-11-001 - Arrêté relatif à la composition du comité consultatif de la Réserve Naturelle Nationale des Sept Îles (2 pages)

Page 7

Préfecture des Côtes d'Armor

22-2020-09-14-001

arrêté prorogeant l'obligation de port du masque lors des rassemblements de plus de dix personnes, des marchés non couverts, des brocantes et des vide-greniers



Arrêté prorogeant l'obligation du port du masque lors des rassemblements de plus de 10 personnes, des marchés non couverts, des brocantes et des vide-greniers

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-8, L. 3131-9 et L. 3136-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prolongé, notamment ses articles 1^{er}, 3, 27 et 29 ;

VU le décret du 18 décembre 2019 portant nomination de M. Thierry MOSIMANN préfet des Côtes d'Armor ;

CONSIDÉRANT que si le ministre chargé de la santé peut prescrire dans l'intérêt de la santé publique toute mesure proportionnée aux risques courus et appropriée aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population, il peut également prendre de telles mesures après la fin de l'état d'urgence sanitaire prévu aux articles L. 3131-12 et suivants du code de la santé publique, afin d'assurer la disparition durable de la situation de crise sanitaire, et peut habiliter le représentant de l'État territorialement compétent à prendre toutes les mesures d'application de ces dispositions, y compris des mesures individuelles ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de l'épidémie de covid-19, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré pour une durée de deux mois sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ; qu'après avoir été prorogé par la loi n° 2020-456 du 11 mai 2020, il a pris fin le 10 juillet 2020 à minuit ;

CONSIDÉRANT qu'afin de continuer à ralentir la propagation du virus covid-19, le ministre de la santé a prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; qu'à l'article 1^{er} du décret du 10 juillet 2020 susvisé, il a en outre habilité le préfet de département à rendre le port du masque obligatoire, y compris en lieu public non clos, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

CONSIDÉRANT que le Conseil scientifique Covid-19 recommande le port du masque pour réduire la circulation du virus tant dans les établissements clos recevant du public que dans l'espace public caractérisé par une forte concentration de population ;

CONSIDÉRANT que les marchés, vides-greniers et brocantes sont des lieux habituellement fréquentés ; que la nature de l'activité donne lieu à des échanges, des rapprochements ; que le respect de la distance physique sur les marchés, brocantes et vides greniers n'est pas pleinement garanti, notamment en cas de file d'attente ;

CONSIDÉRANT qu'en application du II de l'article 3 du décret du 10 juillet 2020 susvisé, les rassemblements, réunions ou activités sur la voie publique mettant en présence de manière simultanée plus de dix personnes adressent au préfet de département une déclaration contenant notamment les mesures que les organisateurs mettent en œuvre afin de garantir le respect des dispositions de l'article 1^{er} du même décret ; qu'en dépit de ces mesures, on constate que le respect de la distance physique n'est pas pleinement garanti en tout temps de l'évènement ;

CONSIDÉRANT que le nombre de patients testés positifs au covid-19 dans le département des Côtes d'Armor est en augmentation ; que les taux de positivité et d'incidence augmentent également, de manière continue ;

CONSIDÉRANT que le port du masque est de nature à limiter substantiellement le risque de circulation du virus dans les espaces publics qui se caractérisent par un niveau élevé de fréquentation ;

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, afin de réduire les risques de transmission du virus covid-19, il y a lieu de proroger l'obligation de port du masque de protection pour toute personne de onze ans ou plus, lors des rassemblements de plus de 10 personnes, des marchés non couverts, des vide-greniers et des brocantes.

SUR proposition de la directrice de cabinet ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : À compter du mardi 15 septembre à 00h00, et pour la durée d'un mois, toute personne de onze ans ou plus porte un masque de protection :

- dans tout rassemblement, réunion ou activité organisé sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public mettant en présence de manière simultanée plus de 10 personnes et soumis à une déclaration au préfet de département en application de l'alinéa II de l'article 3 du décret du 10 juillet 2020 susvisé, à l'exception des activités sportives et artistiques, sous réserve qu'elles respectent les protocoles sanitaires en vigueur, et des rites accomplis lors d'une célébration religieuse lorsqu'ils nécessitent que le masque soit momentanément retiré ;
- Pour tout marché non couvert, vide-grenier ou brocante.

Article 2 : L'obligation du port du masque prévue par le présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 10 juillet 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté font l'objet d'une évaluation régulière.

Article 4 : La violation des dispositions prévues à l'article 1^{er} est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe, conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique. Lorsque cette violation est constatée à nouveau dans un délai de quinze jours, l'amende est celle prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe.

Si les violations prévues au présent article sont verbalisées à plus de trois reprises dans un délai

de trente jours, les faits sont punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai maximal de deux mois à compter de son entrée en vigueur.

Article 6 : Les sous-préfets d'arrondissement, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, la directrice de cabinet, la directrice départementale de la sécurité publique et les maires du département des Côtes d'Armor, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes d'Armor, affiché aux abords des lieux concernés et dont copie sera transmise aux maires concernés et aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Saint-Brieuc et de Saint-Malo.

Saint-Brieuc, le 04 SEP. 2020

Le Préfet



Thierry MOSIMANN

Préfecture des Côtes d'Armor

22-2020-09-11-001

Arrêté relatif à la composition du comité consultatif de la
Réserve Naturelle Nationale des Sept Îles

Arrêté

Relatif à la composition du comité consultatif de la Réserve Naturelle Nationale des Sept Îles

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu Le Code de l'Environnement et notamment l'article R 332-15,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret n°2018-686 du 1er août 2018, modifiant diverses dispositions de la partie réglementaire du code de l'environnement relatives à la protection de la nature

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 1976 créant la Réserve Naturelle Nationale des Sept Îles,

Vu l'avis du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Vu l'avis du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le comité consultatif de la Réserve Naturelle Nationale des Sept-îles est présidé par le Préfet des Côtes d'Armor ou son représentant. Le Préfet Maritime de l'Atlantique ou son représentant en assure la vice-présidence. Il se réunit au moins une fois par an sur convocation de son Président. Il est composé des membres suivants :

1.1 Collège des Administrations Civiles et Militaires et des Établissements Publics de l'État :

- M. le Préfet des Côtes d'Armor ou son représentant
- M. le Préfet Maritime ou son représentant, et le Commandant de la Zone Maritime
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ou son représentant
- M. le Délégué Régional de l'Office Française de la Biodiversité ou son représentant
- M. le Délégué Régional du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres ou son représentant
- M. le Délégué Militaire Départemental ou son représentant
- M. le Commandant de la Gendarmerie Maritime ou son représentant
- M. le Délégué à la Mer et au Littoral ou son représentant

1.2 Collège des Collectivités Territoriales :

- M. le Président du Conseil Régional ou son représentant
- M. le Président du Conseil Général ou son représentant
- M. le Président de la Communauté d'Agglomération Lannion-Trégor Communauté ou son représentant
- M. le Maire de Perros-Guirec ou son représentant
- M. le Maire de Pleumeur-Bodou ou son représentant
- M. le Maire de Trégastel ou son représentant
- M. le Maire de Trébeurden ou son représentant
- M. le Maire de Trélévern ou son représentant
- M. le Maire de Trévou-Tréguignec ou son représentant
- M. le Maire de Penvénan ou son représentant

1.3 Collège des Propriétaires et Usagers :

- M. le Président de l'Association des Plaisanciers des Ports de Perros-Guirec ou son représentant
- M. le Président de l'Association des Plaisanciers du Port de Ploumanac'h ou son représentant
- M. le Président du Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Élevages Marins ou son représentant
- M. le Président de la Fédération Française d'Études et de Sports Sous-Marins ou son représentant
- M. le Président du Comité Départemental de Voile des Côtes d'Armor ou son représentant
- M. le Président du Comité Départemental des Pêcheurs Plaisanciers des Côtes d'Armor ou son représentant
- M. le Directeur de l'Aquarium Marin de Trégastel ou son représentant
- M. le Directeur de la Société « Armor Navigation » ou son représentant
- M. le Directeur du « Sant C'Hireg » ou son représentant

1.4 Collège des Scientifiques et Représentants d'Associations Agréées :

- M. le Président de l'Association « Archipel Libre » ou son représentant
- M. le Président de l'Association « Sept Îles 2000 » ou son représentant
- M. le Président de l'Association « Les Amis de l'Île aux Moines » ou son représentant
- M. le Président de l'Association « Bretagne Vivante » ou son représentant
- M. le Président de l'Association « VivAmor Nature » ou son représentant
- M. le Président du Conseil Scientifique ou son représentant
- M. le Président d'« Océanopolis » ou son représentant
- M. le Directeur de la Station Biologique Marine de Concarneau ou son représentant
- M. le Directeur de la Station Biologique de Roscoff ou son représentant

Article 2 : Les membres du comité consultatif sont nommés pour 5 ans.

Article 3 : Le comité consultatif peut, sur décision de son Président, entendre toute personne extérieure dont l'audition est de nature à éclairer les débats du comité.

Article 4 : L'arrêté préfectoral du 22 mai 2014 modifié relatif à la composition du comité consultatif de la réserve des Sept Îles est abrogé.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de Lannion sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié aux organismes de l'État concernés.

Saint-Brieuc, le **11 SEP. 2020**

Le Préfet,

Thierry MOSIMANN